

L'Europe du Sud-Est

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Chypre, ex-République yougoslave de Macédoine, Malte, Roumanie, Turquie, République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

Dejan Jovic

Vue d'ensemble

Les pays de l'Europe du Sud-Est ont connu une corruption grimpanche au cours des derniers douze mois, une situation dont il faut chercher la cause dans l'inefficacité des institutions de l'État et la mauvaise application des lois. Néanmoins, plusieurs pays de cette région ont entrepris de consolider les institutions de l'État à mesure qu'ils abordent la transition vers la démocratie libérale.

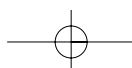
Cette transition s'accélère sous la pression internationale qui continue d'être l'un des principaux moteurs de la lutte contre la corruption. Les initiatives de la société civile ont également gagné du terrain grâce aux programmes internationaux, notamment le Processus Cavtat qui a été lancé en septembre 2001 lors d'une conférence sur l'Initiative anti-corruption du pacte de stabilité (SPAI).

Cependant, la corruption continue à se développer dans l'Europe du Sud-Est : il existe encore des réseaux d'influence et des « systèmes parallèles », à peine licites ou illicites, d'acquisition de services ou de produits. Dans l'ex-Yougoslavie où les réseaux de corruption se sont renforcés à cause des guerres qui ont ravagé le pays dans les années 1990, les États nouvellement créés apparaissent trop faibles et incapables de défendre leurs citoyens tant légalement que physiquement. Malgré le sentiment de sécurité que semblent procurer les systèmes parallèles, ils n'en propagent pas moins d'anciennes pratiques de corruption.

La corruption demeure endémique aux frontières des États de l'ancienne Yougoslavie comme en témoigne l'arrestation pour corruption¹, en mai 2002, du chef des services de douane du Kosovo. Les pratiques de blanchiment d'argent dans les privatisations et la corruption liée à la traite des Blanches se sont poursuivies malgré un début de rétablissement de la loi et de l'ordre².

Aux niveaux international et régional

Le mouvement mondial pour réduire la corruption a enregistré peu de progrès malgré d'énormes efforts. L'Open Society Fund concluait récemment qu'il « était



peu probable d'arriver à créer un pays fondé sur l'autorité de la loi, une économie de marché libre et un système politique démocratique³ » avec l'argent investi en Bosnie-Herzégovine depuis 1995 au titre de l'aide internationale.

Les acteurs internationaux continuent à mettre l'accent sur les initiatives anti-corruption telles que les Accords de stabilisation et d'association de l'Union européenne. Par ailleurs, l'UE a pu identifier des actions pertinentes contre la corruption grâce à son Programme communautaire d'appui à la reconstruction, au développement et à la stabilisation⁴. Le Groupe des États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe a aussi pris des initiatives en envoyant des équipes dans la région pour aider à faire des recommandations nationales sur la base des évaluations de la corruption en Macédoine et en Roumanie, réalisées en mars 2002.

D'autres programmes de lutte contre la corruption ont été mis en place par le biais du Partenariat de l'Europe du Sud-Est sur les questions comptables, un dispositif financé par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Pacte de stabilité de l'UE pour l'Europe du Sud-Est⁵.

Le Conseil de l'Europe, l'UE et l'OCDE continuent de promouvoir les bonnes pratiques en Europe du Sud-Est à travers leurs programmes. Ces initiatives servent d'instruments de préparation des pays à l'adhésion à l'UE, notamment la Bulgarie et la Roumanie dont les progrès réalisés dans la perspective de leur adhésion sont suivis de près.



Bojan Jovanovic, Serbie

En Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en République fédérale de Yougoslavie (RFY), en Macédoine et en Roumanie, les acteurs internationaux exercent une grande influence sur l'élaboration des politiques nationales, à travers les mécanismes de la SPAI⁶. À la conférence sur la SPAI tenue en septembre 2001 et qui mettait en exergue le rôle de la société civile, les gouvernements membres ont sélectionné pas moins de trois objectifs prioritaires dans la lutte contre la corruption au niveau national ; la SPAI est actuellement à la recherche de leur financement. La SPAI a aussi assuré la promotion des initiatives en matière de politiques. En Croatie et en Roumanie, les lois électorales sont en passe d'être révisées afin de garantir une plus grande transparence des campagnes et du financement des partis ; quant à la RFY, la SPAI l'a vivement invitée à fournir plus d'informations sur les actions qu'elle mène pour lutter contre la corruption⁷.

Le Programme de promotion du commerce et des transports en Europe du Sud-Est, résultat des efforts conjugués des gouvernements nationaux avec la Banque mondiale, les États-Unis et l'UE, a pour objet, entre autres, de réduire la corruption aux points de passage des frontières internationales. En Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Macédoine et en Roumanie, une évaluation de la perception de la corruption aux postes-frontières a été réalisée en automne 2001 ; le suivi du projet⁸ sera assuré par d'autres évaluations subséquentes.

Les acteurs internationaux accordent aussi leur appui aux programmes individuels des pays contre la corruption. En juin 2002, la Banque mondiale s'est félicitée de la réforme judiciaire opérée en Roumanie et s'est dit disposée à fournir une assistance technique, soit une subvention de 250 000 dollars et un prêt de 18 millions de dollars américains rien qu'au titre de la lutte contre la corruption⁹.

En Bosnie-Herzégovine où la responsabilité de la politique nationale revient finalement à la communauté internationale, la cellule anti-fraude logée au bureau du Haut Représentant a initié un certain nombre d'actions contre la corruption. Dans son discours inaugural prononcé en mai 2002, le nouveau Haut Représentant, Lord Ashdown, s'est dit déterminé à combattre la corruption tout en concédant que « l'emprise de la criminalité et de la corruption se renforce de plus en plus¹⁰ ».

Au niveau national

L'année dernière, de nombreux gouvernements de l'Europe du Sud-Est ont soit créé des unités de lutte contre la corruption, soit adapté leur législation aux normes internationales, mais leur promesse de combattre la corruption était parfois de pure forme. La Croatie offre un exemple éloquent où les tentatives d'adapter la législation du pays à la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur les mesures anti-terroristes se sont traduites par l'amendement de la loi sur le blanchiment d'argent, en décembre 2001¹¹. Mais lorsque le président Stipe Mesic a critiqué le gouvernement à qui il reprochait d'avoir refusé

d'enquêter sur la situation financière de « ceux qui ont construit des maisons d'une valeur de 5 millions de DEM (2,5 millions de dollars américains) », ce dernier a répondu qu'une enquête était impossible¹².

Le cas de la Macédoine est encore plus patent dans la mesure où les médias ont beaucoup parlé de fonctionnaires macédoniens et albanais qui ont profité des pots-de-vin, des extorsions au passage des douanes et dans la délivrance des permis, de la contrebande de cigarettes et des transactions illicites sur les privatisations. Le International Crisis Group, qui assure le suivi des zones de conflits, a affirmé que la minorité albanaise au sein de la coalition actuelle ne reçoit que « le tiers du butin dont jouissent les dirigeants macédoniens ». Selon elle, les dirigeants politiques macédoniens et albanais « se sont mis d'accord pour détourner les richesses du pays ».

Même si la corruption semble constituer le ciment du gouvernement bi-ethnique, elle menace sérieusement la viabilité de l'État¹³.

Pour faire taire ces critiques, le président Boris Trajkovski a demandé en avril 2002 de faire des efforts et d'adopter une législation plus efficace. Le Premier ministre Ljubco Georgievski a mis sur pied une unité chargée d'enquêter sur ce que sont advenus des fonds alloués à l'hébergement des personnes déplacées et des réfugiés pendant le conflit du Kosovo en 1999. En faisant cette démarche, Georgievski pensait peut-être à Trajkovski qui était en charge des fonds lorsqu'il occupait le poste de vice-ministre des Affaires étrangères¹⁴.

Les nouvelles mesures prises par RFY contre les « grands profiteurs » et les entrepreneurs qui exploitaient leurs relations avec l'ancien président Slobodan Milosevic se sont avérées plus efficaces. Le gouvernement a taxé les entreprises qui ont bénéficié de faveurs sous le régime de Milosevic. La commission chargée d'enquêter sur les abus publie régulièrement la liste des grands profiteurs (271 personnes en février 2002) et veille au paiement de la taxe¹⁵. En septembre 2001, la RFY a également promulgué une loi qui fait du blanchiment d'argent un délit et oblige les banques et les établissements financiers à déclarer toute transaction d'une valeur supérieure à 600 000 dinars (environ 9 500 dollars américains) à compter de juillet 2002¹⁶.

Ces efforts cadraient bien avec la création, par le gouvernement serbe, du Comité de lutte contre la corruption qui a commencé à piloter la lutte du gouvernement contre la corruption sous la présidence du Premier ministre Zoran Djindjic. Afin d'envoyer un signal fort pour montrer que cette lutte a commencé, la Serbie a traduit en justice 1 216 policiers soupçonnés de toucher des pots-de-vin ou d'être impliqués dans d'autres actes criminels au cours de la seule année 2001¹⁷.

La Serbie a créé 26 unités de lutte contre la corruption pour rassembler des informations en utilisant des lignes de téléphone directes installées à cet effet. Chaque équipe est composée de 3 officiers issus respectivement des forces de l'ordre, de la sûreté de l'État et du ministère public ; elle a tous pouvoirs pour engager des poursuites contre les délinquants. Rien que pendant leur premier mois d'existence en janvier 2002, ces unités ont enquêté sur 250 cas de corruption¹⁸. Plus de 1 100 personnes ont rapporté des cas de

corruption au cours des trois premiers mois, cependant moins de 80 d'entre elles étaient disposées à entamer des poursuites. Les équipes ont découvert que le ministère de l'Intérieur et les douanes étaient les institutions les plus corrompues de la Serbie¹⁹.

La Turquie est aussi en train de mettre au point une stratégie nationale pour combattre la corruption et la mauvaise gouvernance. À cet égard, le Fonds monétaire international a donné son accord pour financer, sur un prêt de 16,3 milliards de dollars consenti en février 2002, un nouveau plan d'action qui prévoit, entre autres, une nouvelle réglementation sur le financement des campagnes politiques et la divulgation des dons aux partis politiques. Le système d'adjudication des contrats sera revu à partir de janvier 2003 dans le cadre d'une nouvelle loi sur l'attribution des marchés publics qui était l'une des conditions associées au prêt. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2001²⁰, il est de tradition que les entrepreneurs turcs versent jusqu'à 15 % de la valeur des contrats publics au titre de leur « contribution à la campagne ».

Dans l'ensemble de la région, la corruption est l'un des principaux thèmes des campagnes électorales. En Bulgarie, le Premier ministre Simeon Saxe-Coburg-Gotha, ancien roi Simeon II, a pu remporter les élections de juillet 2001 grâce à son programme de lutte contre la corruption ; ce programme a exploité le désenchantement du public sous le régime du gouvernement conservateur d'Ivan Kostov. En janvier 2002, les journaux bulgares ont publié une liste d'anciens ministres du gouvernement Kostov, mis en accusation par le procureur général²¹. Un mois plus tard, le gouvernement a créé une commission interministérielle de lutte contre la corruption dénommée la Commission blanche ; elle est présidée par le ministre de la Justice et bénéficie du soutien de la Banque mondiale. La commission qui n'est pas habilitée à mener des enquêtes documente les cas de corruption en rassemblant des preuves écrites et des déclarations de témoins. Les membres de la commission peuvent aussi faire des propositions d'amélioration de la législation²².

La Bulgarie cible également la traite des Blanches. Il semble que des officiers de police corrompus, des fonctionnaires de la justice, des gardes-frontières et des officiels du gouvernement (y compris des employés d'organisations internationales) facilitent le commerce en collaborant avec les trafiquants et qu'ils toucheraient pour cela des pots-de-vin. « En Bulgarie, la police aurait exigé que ceux qui ont essayé de dénoncer la traite des Blanches et demandé l'ouverture d'une enquête appropriée lui versent des pots-de-vin » rapporte, en février 2002, la Fédération internationale d'Helsinki des droits de l'homme (International Helsinki Federation of Human Rights), une ONG dont le siège est à Vienne. « La police est souvent complice des trafiquants criminels, par exemple, lorsqu'elle oblige les femmes à retourner dans les maisons closes d'où elles s'étaient échappées ou lorsqu'elle reçoit des faveurs sexuelles et des pots-de-vin en échange d'une telle collaboration avec les trafiquants²³. » Parmi les projets d'amendements au code pénal proposés figurent la création d'une nouvelle unité de lutte contre le trafic d'êtres humains et d'une commission nationale contre le trafic au niveau du Conseil des ministres²⁴.

L'organisme de lutte contre la corruption en Roumanie plus qu'un outil politique ?

En avril 2002, le gouvernement roumain a adopté un décret controversé portant sur la création du Bureau national chargé de juger les actes de corruption (PNA). La Chambre basse du Parlement a approuvé le décret deux mois plus tard avec 75 % des voix pour ; l'opposition a voté contre.

Dans un pays où la corruption est devenue un acte banal et quotidien, l'impartialité du nouvel organisme a déjà été mise en doute comme en témoigne le « non » unanime voté par l'opposition. Sous l'ancien régime, les Roumains avaient déjà vécu l'échec des campagnes de lutte contre la corruption ; pourquoi donc la stratégie du Premier ministre Adrian Nastase serait-elle plus viable ?

Quatre mois seulement avant le vote, Nastase concédait que son Parti social-démocrate avait lancé sa campagne de lutte contre la corruption en 2001 comme s'il s'agissait « de lutter contre la corruption au sein des autres partis¹ ». Le Premier ministre avait alors prôné l'unité

des partis politiques et était prêt à rencontrer les dirigeants de l'opposition pour discuter des modifications à apporter à la législation sur le financement des partis.

L'opposition n'est pas pour autant apaisée par la nouvelle approche collective de Nastase. Lorsque le dernier décret a été soumis au Parlement en juin, un député de l'opposition a déclaré que le PNA pourrait tout aussi bien être rebaptisé Bureau de jugement national « anti-constitution » ; il a rétorqué que les institutions judiciaires devraient être mises en place par une loi organique ou constitutionnelle et non par un décret du gouvernement.

Le PNA sera composé de 75 procureurs ayant tous au moins six ans d'expérience comme procureurs ou juges. Le procureur général, dont le mandat n'est renouvelable qu'une fois, doit avoir au moins dix ans d'expérience dans un domaine similaire. Le PNA a un effectif de 320 employés au total dont 150 officiers de police judiciaire placés sous la tutelle

L'Agence des renseignements financiers de la Bulgarie, qui mène des enquêtes sur le blanchiment d'argent et étudie des amendements à la loi pour la Cour des comptes nationale (NAO), a contribué à améliorer la transparence financière en juin 2002. Le personnel du NAO, qui exerce les fonctions de commissaire aux comptes indépendant auprès des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux, est actuellement en formation avec l'appui de l'UE et de l'USAID ; cela permettra également d'accroître l'accès aux déclarations financières des fonctionnaires sur le site Internet du bureau d'enregistrement. Les mesures prises dans le cadre des réformes juridiques pour combattre la corruption comprennent la criminalisation du trafic d'influence, le durcissement des peines contre la corruption, une définition plus étendue de la corruption et la confiscation des biens acquis par la corruption²⁵.

En Roumanie, des procédures nationales permettant d'initier des poursuites pénales contre les auteurs de corruption ont été instituées au printemps 2002 suite

du ministre de l'Intérieur. L'institution est habilitée à enquêter sur des cas de corruption portant sur un montant minimum de 100 000 euros (environ 95 000 dollars américains).

Les médias se sont montrés plutôt sceptiques par rapport à la structure et aux pouvoirs d'enquête du PNA ; ils estiment en effet que dans une telle structure, le procureur général serait contrôlé par le parti au pouvoir. Bien entendu, le procureur général est nommé par le président pour un mandat de six ans sur proposition du ministre de la Justice qui est l'autorité de tutelle du PNA. Le *Adevarul*, le plus grand quotidien du pays dont le siège est à Bucarest, a affirmé que le gouvernement voudrait se servir du PNA « pour punir les opposants politiques » tout en essayant de convaincre les bailleurs de fonds internationaux que les autorités luttent effectivement contre la corruption ; la corruption ne figure-t-elle pas en bonne place dans le programme d'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne ! ?

Le PNA naissant devra prouver son impartialité et son professionnalisme s'il

veut faire taire ces critiques. La première épreuve du PNA sera probablement le scandale qui a fait la une de tous les journaux et qui concerne Sorin Ovidiu Vantu, l'homme d'affaires le plus riche de Roumanie. Selon les médias, au début de l'année 2002, Vantu aurait organisé et tiré profit de la faillite du Fonds national d'investissement ; il aurait en outre exploité ses relations personnelles avec des hommes politiques et les services secrets roumains pour échapper aux accusations portées contre lui. Certains rapports établissent un lien entre ses intérêts financiers avec la faillite de deux banques roumaines.

Pour que le PNA ait un impact appréciable sur la corruption en Roumanie, il lui faudra d'abord démontrer de quoi il est capable en ouvrant une enquête sur des accusations de corruption telles que celles portées contre Vantu.

Zsolt-Istvan Mato

1 RFE/RL, 7 février 2002.

à l'évaluation de ce fléau par la Banque mondiale (voir encadré ci-dessus)²⁶. Averti par l'OTAN que l'invitation de la Roumanie à adhérer à l'UE pourrait être compromise si elle ne combattait la corruption, le président Ion Iliescu a mis sur pied, en octobre 2002, un comité chargé d'enquêter sur les plaintes déposées contre d'anciens fonctionnaires ou ceux encore en service. Le président a demandé au comité d'ouvrir une enquête officielle sur le ministre de l'Agriculture, Ion Muresan, accusé d'avoir vendu 5 000 tonnes de tournesol des réserves de l'État à une société privée avant son départ du gouvernement²⁷. Le parti d'un autre ancien ministre sous le coup d'une enquête a protesté contre sa mise en accusation pour fraude en juin 2002, en affirmant que cela avait des relents politiques. Le ministre Radu Sarbu, chargé de piloter la privatisation sous l'ancien régime, était accusé de fraude qui a coûté à l'État plus de 133 milliards de lei (4 millions de dollars américains)²⁸.

En Albanie des unités de lutte contre la corruption ont été créées aux ministères de l'Intérieur, des Finances, de la Justice et auprès du bureau du procureur ;

L'accès à l'information en Europe du Sud-Est

L'année dernière, l'Initiative anti-corruption du pacte de stabilité (SPAI) a assuré la promotion de l'accès à l'information dans l'ensemble de la région. En Albanie, la SPAI a appelé à la révision de la loi sur la liberté d'information de manière à encourager les journalistes à écrire sur la corruption ; en Bosnie-Herzégovine, elle a œuvré pour une plus grande indépendance de la propriété des médias, et en Macédoine, elle a participé au développement des médias des minorités en augmentant les subventions accordées aux émissions en langue albanaise¹.

Les acteurs internationaux et les gouvernements nationaux participent également à la promotion de l'accès à l'information gouvernementale. En juin 2002, l'USAID a commencé le financement de l'Initiative pour les gouvernements ouverts (Open Government Initiative), un programme triennal de 6,8 milliards de dollars américains visant à appuyer le gouvernement bulgare² dans sa lutte contre la corruption. La Serbie assure la promotion de la transparence au sein du gouvernement à travers son site Internet officiel et, en 2001-2002, onze de ses dix-sept ministères ont créé leurs propres sites Internet³.

L'OTAN, qui conseillait les pays aspirant à devenir membres sur la législation relative à la liberté d'information, a essuyé des critiques avec sa définition de la politique et des normes de protection des informations secrètes, dans un document qui, lui-même, était confidentiel⁴. Au titre des efforts déployés par la Bulgarie pour adhérer à l'OTAN, le Parlement bulgare a approuvé, en avril 2002, une nouvelle loi sur la protection d'informations secrètes. Les observateurs estiment qu'une telle

disposition minerait le développement d'une culture d'ouverture dans la mesure où elle donnerait à ceux qui en sont habilités le pouvoir discrétionnaire de classer secrète une bonne partie des informations⁵. Les partis d'opposition ont eu recours à l'arbitrage de la cour constitutionnelle en mai 2002 pour faire annuler cette loi, au motif qu'elle viole le droit constitutionnel à l'information⁶.

La Bosnie-Herzégovine figure parmi les pays qui ont adopté récemment la législation sur la liberté d'information ; une de ces lois est entrée en vigueur en février 2002⁷. Quant à la Roumanie, elle a adopté sa première loi sur la liberté d'information en octobre 2001 ; selon cette loi, les pouvoirs publics doivent répondre aux requêtes d'information dans les dix jours⁸. La Serbie a suspendu en 2001 sa loi relative à l'accès à l'information publique pour permettre l'élaboration, avec la collaboration de l'Union indépendante des journalistes⁹, de nouvelles lois répondant aux normes européennes.

Mais malgré la législation sur la liberté d'information, les journalistes d'investigation rencontrent toujours des obstacles et des menaces partout en Europe du Sud-Est. En Roumanie, des journalistes ont été menacés parce qu'ils auraient rapporté des pratiques de corruption par des hommes politiques en poste dans les provinces au milieu de l'année 2002. Un dirigeant de la région, membre du parti social démocrate au pouvoir a menacé publiquement un reporter de lui casser la jambe ; ce qui a conduit les responsables du parti à promettre de prendre des mesures. Toute une série de lois secondaires a été adoptée pour faciliter la répression des journalistes qui porteraient atteinte à la réputation d'un homme politique¹⁰.

En Albanie où le gouvernement n'a pas réussi à décriminaliser la diffamation, la sécurité des journalistes enquêtant sur la corruption n'est pas assurée (arrestations arbitraires, sévices et intimidations) ; les journalistes n'ont pas droit à un procès équitable en cas de diffamation. En novembre 2001, Koha John, le directeur de publication du quotidien indépendant *Tirana*, a été attaqué puis menacé suite à la parution d'un article qui affirmait que l'hôtel Durres avait été construit illégalement. La législation sur la liberté d'information étant peu respectée, les journalistes doivent régulièrement corrompre les agents de la fonction publique pour obtenir les documents officiels¹¹. Un rapport publié récemment par Human Rights Watch a accusé les officiels albanais de faire un mauvais usage des messages publicitaires de l'État pour exercer une pression financière sur la presse en général et empiéter sur la liberté de la ligne éditoriale¹². Une enquête menée en décembre 2001 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération de la Mission européenne, au

Kosovo, a révélé que 78 % des journalistes d'investigation interrogés sont inquiets pour leur sécurité physique. Ces craintes sont justifiées par l'assassinat récent de deux journalistes au Kosovo et par les nombreuses menaces proférées contre des journalistes enquêtant sur la corruption et d'autres méfaits¹³.

- 1 SPAI.
- 2 www.csd.bg/news/usaid_memorandum.htm.
- 3 SPAI.
- 4 Le document de l'OTAN ; C - M (55) 15 (Final) ; ONG Roumanie , Communiqué de presse, 14 juin 2002.
- 5 ONG Roumanie, communiqué de presse, 14 juin 2002 David Banisar, Privacy International, « Freedom of information and access to government records around the world », 2 juillet 2002 sur www.freedom.org.
- 6 RFE/RL, 30 mai 2002.
- 7 Banisar.
- 8 Centre de formation des journalistes indépendants, Roumanie.
- 9 SPAI.
- 10 RFE/RL, 24 juillet 2002.
- 11 Comité de protection des journalistes, « Europe and Central Asia Report 2001-Albania ».
- 12 Human Rights Watch, www.hrw.org/reports/2002/albania.
- 13 www.osce.org/kosovo/features/in_focus/journalists_restricted.php3.

elles ont enregistré des résultats variables. En juin 2002, le gouvernement a élaboré un projet de loi pour combattre la corruption ; ce projet est à l'origine de la création d'une structure spéciale de surveillance et de renseignements sur le patrimoine immobilier de quelque 5 000 hauts fonctionnaires et cadres moyens. Les membres de cette structure sont élus par le Parlement ; ils ont des compétences étendues et bénéficient d'un accès aux données des banques et entreprises privées. Les fonctionnaires coupables de fausses déclarations sur leur patrimoine immobilier sont passibles de poursuites judiciaires²⁹.

La stratégie nationale de la Croatie a été renforcée en automne 2001 par la création d'un bureau spécial de lutte contre la corruption et le crime organisé, dénommé USKOK et logé au bureau du procureur. Un projet de loi sur le conflit d'intérêts devait être adopté avant la fin de l'année 2002. Tous les responsables du gouvernement, du président au préfet, devront déposer un rapport sur leurs actifs et leurs revenus ainsi que sur ceux de leurs proches parents si la loi³⁰ est adoptée.

En février 2002, la Bosnie-Herzégovine a mis sur pied, pour lutter contre la corruption et le crime organisé, un groupe de travail composé de ministres et de représentants d'Interpol, du pouvoir judiciaire et de la police. Un mois plus tard, le Conseil de la Bosnie-Herzégovine, en collaboration avec la Banque mondiale et le bureau du Haut Représentant, a proposé un plan national d'action pour combattre la corruption³¹. Mais au même moment éclatait un grand scandale lorsque le ministre serbo-bosniaque des Finances démissionna à la suite d'une fraude douanière qui amputait le budget de 15 millions de dollars américains³².

Un autre scandale douanier a éclaté en mai 2002 au Kosovo, lorsque les Nations unies ont arrêté, après deux ans d'enquête, un haut fonctionnaire des douanes sous l'accusation de fraude et d'abus de pouvoir. Son arrestation s'inscrit dans le cadre des efforts accrus de l'ONU pour combattre la corruption dans la province ; mais sa libération plus tard, en juin, pour des raisons techniques, a suscité des critiques acerbes.

L'ONU mène actuellement une autre enquête sur la compagnie d'électricité de la province qui aurait détourné un million de dollars américains d'aide destinée à l'achat d'électricité³³.

En février 2002, le comité GRECO du Conseil de l'Europe a décrit Chypre comme étant « un pays qui a très peu subi l'influence de la corruption, parce qu'il s'est doté de la législation requise pour lutter contre ce phénomène ou le prévenir³⁴ ». Néanmoins, un scandale latent de corruption a éclaté, en juin 2002, lorsque des personnalités ont été incriminées dans une affaire de blanchiment d'argent portant sur des millions de dollars appartenant à Slobodan Milosevic et à sa famille. Le scandale est toujours devant les tribunaux³⁵, surtout après que Belgrade a accusé les autorités chypriotes d'avoir refusé de coopérer au bon déroulement de l'enquête.

Le secteur privé

La présence d'investisseurs étrangers dans le secteur privé de l'Europe du Sud-Est peut parfois constituer un facteur positif dans la lutte contre la corruption ; en effet, ces acteurs relativement nouveaux sont hors du réseau traditionnel ou des systèmes parallèles opérés dans ce milieu. Le manque de transparence juridique a largement contribué à dissuader les investisseurs étrangers de s'engager davantage dans la région ; or, la corruption coûte à la Roumanie des milliards de dollars par an, selon un rapport de Pricewaterhouse Coopers qui constate que les investissements directs étrangers, estimés à 1,3 milliard de dollars américains, en 2001, ne représentent que le tiers de ce que le pays³⁶ pouvait attirer. Le Conseil des investisseurs étrangers de Roumanie reconnaît, dans son *Livre blanc* publié en juin 2002, que la corruption constitue un obstacle majeur pour les investissements étrangers³⁷.

La corruption dans les opérations de privatisation a continué d'être révélée au grand jour en 2001-2002. Dans une affaire en cours d'investigation par le bureau

du procureur de Sofia, ceux qui ont soumissionné pour la vente du Burgatabak ont accusé le directeur général de l'entreprise de tabac d'avoir exigé le versement de 500 000 dollars américains³⁸ de pots-de-vin. Une évaluation réalisée récemment en Croatie a révélé entre-temps que sur les 99 entreprises à privatiser, seules 19 ont respecté les procédures prévues par la loi³⁹.

Au début du mois de juillet 2002, un tribunal turc a condamné trois anciens cadres administratifs de l'énergie à dix ans de prison pour avoir truqué des contrats d'électricité de l'État. Les responsables avaient attribué en 1997 un marché portant sur la fourniture de lignes de transport d'énergie électrique à des sociétés de leur choix et ont encaissé, en échange, des pots-de-vin offerts par les entrepreneurs⁴⁰. La corruption est perçue comme un élément clé de la crise économique actuelle en Turquie, comme en témoignent la faillite de plus d'une douzaine de banques privées depuis février 2001 et les poursuites pénales entamées contre les auteurs de détournement de fonds bancaires⁴¹.

En Serbie, la sensibilisation des petites et moyennes entreprises (PME) aux conséquences économiques négatives de la corruption et celle du milieu des affaires sont parmi les objectifs visés par le syndicat des employeurs. Avec la collaboration de la section nationale de TI-Serbie et la chambre de commerce, ce syndicat a commencé récemment à prendre part au travail du groupe d'experts sur les marchés publics commis par le gouvernement. La chambre de commerce a également pris part à l'élaboration d'un certain nombre de lois visant à réduire la corruption⁴².

En Croatie, la Fondation Integra a publié un *Guide contre la corruption* à l'intention des PME, à la suite d'une étude réalisée par les petites entreprises en 2001. Le projet fait partie d'un programme élargi de lutte contre la corruption de Integra Ventura en Europe centrale et orientale⁴³.

Le Forum des chefs d'entreprises bulgares a également marqué son adhésion à la cause de la lutte contre la corruption en présentant un code d'éthique lors d'une rencontre avec les responsables du gouvernement et les représentants de plus de 300 sociétés nationales et internationales en septembre 2001⁴⁴.

La société civile

Une étude réalisée par l'Initiative pour le développement juridique de l'Europe du Sud-Est (SELDI) a constaté avec surprise que plus que tous leurs voisins, les Serbes sont optimistes et croient en la capacité de leur société de résoudre le problème de la corruption malgré les faibles résultats qu'ils obtiennent par ailleurs (voir le rapport de la SELDI page 373)⁴⁵. Cet optimisme peut être lié à l'importante stratégie mise au point par le pays, en octobre 2001, pour combattre la corruption et qui a encouragé la société civile à s'impliquer dans cette lutte. Parmi les ONG les plus actives de la Serbie figure le Centre pour les élections libres et la démocratie dont le siège est à Belgrade ; le Centre a commencé récemment à évaluer l'efficacité et la

transparence des prestations offertes dans les cinq municipalités, et ce projet sera bientôt étendu à 90 municipalités. Le Centre d'études libérales démocratiques a analysé les tendances de la corruption au sein de l'administration fédérale des douanes et travaille sur une étude globale de la corruption en Serbie. Le Mouvement national de résistance (OTPOR), mouvement des étudiants pour la démocratie, a lancé un programme de lutte contre la corruption, en juin 2001, et collabore avec l'administration nationale des douanes pour superviser le travail des officiels aux points de passage des frontières. Dans une démarche qui mérite d'être soulignée, le gouvernement a invité des ONG, notamment OTPOR, à prendre part aux sessions de la législature à compter de janvier 2002⁴⁶.

Les initiatives prises pour combattre la corruption ailleurs dans la région dont la coalition albanaise contre la corruption ont affirmé leur détermination à promouvoir la réforme judiciaire, la liberté d'information, le problème de la propriété ainsi que les autres actions contre la corruption⁴⁷. Encouragée par la SPAI, la Bosnie-Herzégovine a promulgué, en décembre 2001, une loi sur les associations et fondations qui permet aux ONG de se faire enregistrer auprès de l'État ; la loi est conforme aux normes du Conseil de l'Europe et aux autres normes internationales⁴⁸. Le Centre du forum pour la recherche stratégique et la documentation (CSRD), une ONG macédonienne, a été associé à l'élaboration d'une stratégie de lutte contre la corruption. Avec la collaboration de TI-Macédoine, le CSRD assure la promotion d'une collaboration entre la société civile et la communauté internationale dans la mise en œuvre de normes internationales de lutte contre la corruption. Par ailleurs, la société civile de Macédoine a créé la Coalition contre la corruption qui signale aux décideurs les problèmes de corruption⁴⁹.

Les médias turcs ont été particulièrement actifs en mettant l'accent sur le rôle que la corruption joue dans la vie de tous les jours. Lors d'une émission suivie en direct par des millions de téléspectateurs, deux fonctionnaires ont été filmés au moment où ils négociaient des dessous-de-table. Les hommes ne se sont rendus compte du piège qu'au moment où les policiers se sont approchés pour leur mettre les menottes⁵⁰.

Les médias sont aussi très actifs à Malte où, au mois de mai 2002, le journal *Malta Today* a publié un rapport qui révélait la manière dont un défunt ministre du Travail et ses associés ont orchestré des prêts bancaires illicites et escroqué des individus jusqu'en 1994. Le gouvernement aurait refusé de répondre aux appels à l'aide des dénonciateurs qui vivaient dans la crainte permanente de représailles. Les journalistes d'investigation de *Malta Today* ont découvert des informations « sur nombre de juges, de magistrats, d'avocats, de notaires, d'hommes d'affaires et d'hommes politiques qui semblent être mêlés à ce réseau de corruption et de fraude » ; mais ils ont déploré le fait que d'autres « journalistes et chroniqueurs aient décidé de se tenir à l'écart⁵¹ ».

Des organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la corruption ont reçu, l'année dernière, une aide substantielle des acteurs internationaux.

L'Initiative pour les gouvernements ouverts (Open Government Initiative) de l'USAID, lancée en juin 2002, a apporté son appui aux efforts de défense et de sensibilisation du public déployés par la Coalition 2000, un partenariat d'ONG bulgares engagées dans la lutte contre la corruption et qui gère un système de surveillance de la corruption au niveau national⁵². Le Programme de petites subventions de la SPAI pour les organisations de la société civile a apporté son appui à la lutte contre la corruption dans l'ensemble de la région. En Albanie, il aide les syndicats à lutter contre la corruption par le biais de la Fédération des syndicats de l'éducation et de la science. En Bosnie-Herzégovine, il appuie les efforts déployés par Transparency International pour former des journalistes d'investigation dans la couverture de sujets liés à la corruption⁵³.

Conformément à l'Accord et au Plan d'action de la SPAI, le gouvernement Serbe a créé, en décembre 2001, un conseil de lutte contre la corruption, composé de 11 représentants de la société civile. Les membres du conseil ont le droit de demander des informations orales et écrites sur le travail des fonctionnaires et des représentants de l'État. Lors de sa première session, tenue le 12 décembre, le conseil a informé le gouvernement de l'élaboration de trois lois sur la déclaration et l'enregistrement du patrimoine immobilier des fonctionnaires, les conflits d'intérêts et le financement des partis politiques⁵⁴.

La délégation de l'UE en Croatie a apporté son soutien à deux projets de lutte contre la corruption d'une durée de un an, à compter de mars 2002. Pour le premier projet, élaboré par le Partenariat d'ONG pour le développement social, des citoyens de cinq villes sont informés sur la lutte contre la corruption et encouragés à s'investir activement dans les activités et campagnes publiques de grande envergure. Le second projet a trait aux PME ; il a été mis en place par la Puke Association et la Fondation Integra. Les petites entreprises et agences sont équipées pour réduire la corruption dans le cercle immédiat de leurs actionnaires en prenant des initiatives en matière d'éthique, en faisant des propositions de politique pour appuyer le programme national de lutte contre la corruption, et ce en rapport avec d'autres PME⁵⁵.

- 1 UNMIK media monitoring, *Koha Ditore* (Kosovo), 11 juin 2002 ; www.unmikonline.org/press/2002/mon/june/lmm110602.htm#1
- 2 Aaron Rhodes, directeur exécutif de la Fédération internationale d'Helsinki, soutient que la question de l'esclavage sexuel dans les pays postcommunistes résulte la plupart du temps de la « corruption des fonctionnaires ». Reuters (Grande-Bretagne), 12 février 2002.
- 3 Zarko Papic, « International Support Policies to SEE Countries : Lessons (Not) learned in Bosnia-Herzégovina » (Sarajevo : Open Society Fund Bosnie-Herzégovine, août 2001).
- 4 Quatre des cinq priorités que comporte le programme concernent des activités de lutte contre la corruption : justice et affaires domestiques, renforcement des capacités administratives, développement économique et social et stabilisation de la démocratie. CEPS Europa South-East Monitor, n° 31, janvier-février 2002.
- 5 www.seepad.org.
- 6 Créée à Sarajevo en février 2000, la SPAI appuie et coordonne des activités de lutte contre la corruption définies par des gouvernements, des ONG, des organisations internationales et des bailleurs de fonds. Dans les dix-huit premiers mois, elle s'est engagée dans des activités de contrôle ; depuis lors

- elle procède à des recommandations de principe qu'elle met en œuvre. Ont participé à l'initiative : le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, le gouvernement américain, l'OCDE et la Banque mondiale. SPAI *Newsletter* 2, n° 14, 15 décembre 2001; www1.oecd.org/daf/SPAIcom.
- 7 www1.oecd.org/daf/SPAIcom.
 - 8 www.seerecon.org/RegionallInitiatives/TTFSE/ttfse-achievements.htm.
 - 9 RFE/RL, 6 juin 2002.
 - 10 www.ohr.int.
 - 11 www1.oecd.org/daf/SPAIcom/croatia/general.htm.
 - 12 *Feral Tribune* (Croatie), 10 juin 2002.
 - 13 BBC News (Grande-Bretagne), 12 mars 2002 ; www.crisisweb.org/projects/showreport.cfm?reportid=575.
 - 14 Vladimir Jovanovski, « Macedonia: Government Reluctant to Tackle Fraud », Institut Guerre et Paix Reporting, 4 avril 2002 ; www.globalpolicy.org/nations/laundry/regions/2002/0404mace.htm.
 - 15 Rapport d'évaluation générale de la SPAI pour la RFY : Rapport final de la Serbie, 29 avril 2002.
 - 16 La loi sur le blanchiment de capitaux, « Official Gazette FRY », n° 53 (28 septembre 2001) ; SPAI; RFE/RL Contrôle du crime et de la corruption, 14 juin 2002, n° 23.
 - 17 SPAI.
 - 18 *Ibid.*
 - 19 BKTV, Belgrade, Service de contrôle de la BBC, 25 avril 2002.
 - 20 *Financial Times* (Grande-Bretagne), 6 février 2002.
 - 21 RFE/RL, 28 juin 2002.
 - 22 RFE/RL, 6 décembre 2001 ; pour des informations sur la stratégie nationale de lutte contre la corruption de la Bulgarie, consulter www.government.bg/English/Priorities/PublicOrder/166.html.
 - 23 « Anti-trafficking efforts crippled by corruption and lack of proper official response to the victims' needs », Fédération internationale des droits de l'homme, Helsinki, Vienne, 2002.
 - 24 Des amendements sont prévus à l'occasion d'une deuxième lecture par le Conseil des ministres en septembre 2002. Consulter www.government.bg et les sites du ministère de la Justice de Bulgarie (www.mjeli.government.bg), du ministère des Affaires étrangères (www.mfa.government.bg) et du ministère de l'Intérieur (www.mvr.bg).
 - 25 Voir le rapport de GRECO de 2001 sur la Bulgarie à www.government.bg. See also www.mfa.government.bg and www.online.bg/coalition2000/eng/hotnews.html.
 - 26 www.worldbank.org.ro.
 - 27 www.balkantimes.com, 7 décembre 2001 ; RFE/RL, 12 février 2002.
 - 28 Associated Press (US), 15 juin 2002.
 - 29 RFE/RL, 12 juin 2002.
 - 30 www.vlada.hr/bulletin/2001/march/focus-full.html.
 - 31 www1.oecd.org/daf/SPAIcom/bih/general.htm.
 - 32 Associated Press (US), 14 juin 2002.
 - 33 Dow Jones, 17 mai 2002; UNMIK contrôle des médias, *Koha Ditore* (Kosovo), 11 juin 2002.
 - 34 Cyprus News Agency, 6 février 2002.
 - 35 *Financial Mirror* (Chypre), 5 juin 2002.
 - 36 Associated Press (US), 29 avril 2002.
 - 37 En Roumanie, le Conseil des investisseurs représente environ 90 investisseurs étrangers ; www.fic.ro; *Financial Times* (Grande-Bretagne), 19 juin 2002.
 - 38 RFE/RL, 28 juin 2002.
 - 39 Rapport du Bureau de l'État chargé de la Révision soumis au Parlement croate ; *HRT Vijesti* (Croatie), 28 février 2002.
 - 40 Associated Press (US), 12 juillet 2002.
 - 41 *Ibid.*, 7 décembre 2001.
 - 42 SPAI.
 - 43 La boîte à outils est envoyée sur www.integra.sk. Consulter également : www1.oecd.org/daf/SPAIcom/croatia/general.htm.
 - 44 www.bblf.bg/downloads/BBLFcode_eng.pdf.
 - 45 www.seldi.net/indexes.htm.
 - 46 SPAI.
 - 47 www.usaid.gov/country/ee/al/182-0220.html.
 - 48 www1.oecd.org/daf/SPAIcom/bih/general.htm.
 - 49 www1.oecd.org/daf/SPAIcom/fyrom/general.htm.
 - 50 Associated Press (US), 7 décembre 2001.
 - 51 *Malta Today* (Malta), 19 mai 2002.
 - 52 www.csd.bg/news/usaid_memorandum.htm.
 - 53 www1.oecd.org/daf/SPAIcom/news/spnews.htm.
 - 54 SPAI.
 - 55 OECD Newsletter, n° 16, mars 2002.